

On nous communique :

Extraits des interventions et motions présentés par le courant Front unique au congrès académique du SNES de Lyon (3 et 4 mars 2009).

Intervention du 3 mars au titre du courant de pensée F. U.

La crise économique qui se développe jour après jour ne conduit pas le gouvernement à réduire le rythme des réformes, bien au contraire. Sarkozy l'a dit et répété : le rythme des réformes doit être accéléré. De fait se multiplient les textes et mesures destinés à faire payer aux salariés et à la jeunesse le coût de la crise.

Mais le développement de la crise conjugué à la politique des réformes gouvernementales conduit aussi au développement d'importantes mobilisations. En atteste l'ampleur historique de la grève en Guadeloupe alors que, simultanément, se poursuit depuis des semaines la mobilisation à l'Université contre la politique gouvernementale.

Et c'est ce que redoute le plus Sarkozy.

Comme il n'est pas question pour lui de renoncer à ses projets, il met donc en œuvre une politique qui vise à essayer d'éviter de grands affrontements sociaux ou, à défaut, à les atténuer si ceux-là surgissent.

Cette politique met en œuvre deux tactiques complémentaires : le « saucissonnage » des réformes et le dialogue social.

Pour ce que l'on appellera le « saucissonnage », on a l'exemple de l'Université et de l'enseignement. Plus de douze réformes et mesures ont été engagées ou sont en préparation, qui forment un ensemble parfaitement cohérent. Mais ces réformes sont annoncées de manière séparée, à des moments différents. Ainsi la loi d'autonomie des Universités (LRU) votée durant l'été 2007. Un an plus tard est avancé le projet de décret détruisant le statut des enseignants-chercheurs, qui est l'application de la LRU. De même le projet de « mastérisation » des concours de recrutement de tous les enseignants qui doit permettre d'en finir avec les statuts d'enseignants fonctionnaires : il est inséparable de la LRU, chaque université devant faire son propre « projet-maison » de « mastérisation ». Quant à la réforme Darcos des lycées, elle est elle-même étroitement liée au projet de liquidation du statut des enseignants du second degré.

En ce qui concerne le dialogue social, Sarkozy peut considérer que cette politique n'a pas trop mal fonctionné depuis son élection. La LRU, avant d'être votée en plein été, a d'abord été préparée par des discussions entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux, ceux de l'Unef et ceux des syndicats enseignants. Et quand, à l'automne 2007, les étudiants se sont mobilisés pour l'abrogation de cette loi, ils se sont heurtés à des dirigeants syndicaux qui refusaient d'en demander l'abrogation. De même, la réforme des lycées a été préparée par une concertation de plusieurs mois entre le ministère et les représentants syndicaux, dont ceux du SNES. Et cette concertation s'est appuyée sur un accord écrit, des « points de convergence » établis avant l'été entre le ministère et quasi tous les responsables syndicaux, ceux du SNES inclus.

L'imprévu, ce fut la résistance des enseignants et des lycéens en novembre-décembre. Plus exactement : la mobilisation des instituteurs sur leurs propres revendications, qui s'est conjuguée avec l'irruption des lycéens au moment où la révolte de la jeunesse déferlait en Grèce. Mais la mobilisation des enseignants du secondaire était à ce moment là paralysée par la politique du SNES.

Néanmoins, Darcos jugea plus prudent de manœuvrer, de repousser sa réforme d'un an pour, expliqua-t-il, reprendre les discussions afin de mieux la faire passer. Et Sarkozy confia à Richard Descoings la mission de relancer les discussions préparatoires à cette même réforme.

Autre mobilisation imprévue, celle des enseignants-chercheurs qui s'est liée à la mobilisation des étudiants et des enseignants d'IUFM contre le projet de mastérisation du recrutement des enseignants. Ce projet concerne bien évidemment les enseignants en postes dont le statut actuel sera menacé. C'est pour cette raison que la coordination nationale s'adresse à tous les enseignants, de la maternelle à l'Université, pour se mobiliser ensemble mardi prochain (le 10 mars).

Or, dans cette situation, que fait la direction de notre syndicat ? Elle accepte les discussions avec Descoings alors que celui-ci annonce que son projet est fondamentalement le même et qu'il prend comme base les « points de convergence ». Or ceux-ci incluent notamment l'expérimentation des modules semestriels que tous les enseignants rejettent.

À l'inverse, la position du SNES doit être de refuser de négocier sur cette base, et de retirer sa signature de l'accord sur les points de convergence.

De même le SNES doit exiger le retrait du projet de mastérisation au lieu de négocier pour une soi-disant « bonne mastérisation » impossible avec Sarkozy.

Précisons. Nous ne sommes pas nécessairement et par principe contre toute « négociation ». Tout dépend sur quelle base et de quelle manière. À la Guadeloupe, le LKP est porteur de sa plate forme revendicative ; il a appelé à la grève générale et a imposé des négociations sur cette plate forme et selon les méthodes qu'il avait définies : unité du côté des grévistes, et négociations rendues publiques, en direct, sous le contrôle des grévistes.

C'est exactement le contraire de ce qui se passe à l'université et dans l'enseignement, où l'on voit des responsables syndicaux refuser de défendre les revendications des grévistes et aller négocier chacun de son côté, officiellement ou en catimini, pour « aménager » les projets gouvernementaux, puis organiser des grèves « pressions » quand tout est joué.

Reprenons donc : la direction du SNES doit commencer par cesser de discuter les projets défendus par Darcos et Péresse ; elle doit reprendre à son compte les revendications avancées par les deux coordinations nationales (celle des étudiants et celle des enseignants chercheurs et personnels), en particulier : **retrait du projet de mastérisation (et de la LRU) et rétablissement de tous les postes supprimés**, exiger le **retrait de toute nouvelle mouture de la réforme Darcos du lycée**. Elle doit répondre positivement à l'appel pour le combat uni, de la maternelle à l'université, pour le « retrait de toutes les réformes » au lieu d'organiser une manifestation le lendemain du jour proposé par l'appel des coordinations nationales.

Ce n'est que dans la clarté sur les revendications et en engageant la mobilisation pour vaincre Sarkozy que l'on peut espérer briser l'offensive du gouvernement.

(...)

Amendement FU sur la réforme des lycées

« Darcos maintient la totalité de son projet de réforme, qui n'est que reportée. Il a proposé de relancer les discussions avec les organisations syndicales avec l'objectif de faire passer cette réforme. Certaines organisations volent à son secours en demandant modules, baccalauréat à la carte en contrôle continu et redéfinition totale du service des enseignants, autonomie des lycées, etc...

Le SNES rejette totalement ces projets. Il refuse notamment toute forme de module semestriel ou annuel, toute semestrialisation, de même qu'un bac à la carte avec des unités capitalisées en contrôle continu.

Il demande le retrait définitif de ce projet de réforme des lycées, en refuse toute discussion et retire sa signature du relevé des « points de convergence » qui est utilisé par le gouvernement pour poursuivre son projet. »

Amendement sur le recrutement

« La diminution drastique du nombre de poste programmée par le gouvernement s'accompagne de la volonté de disloquer les garanties statutaires afin de mettre en concurrence les personnels et d'aboutir à une diminution globale de la masse salariale. Sous couvert d'élévation du niveau de recrutement, la réforme du gouvernement prévoit la mastérisation des concours. Or, dans le cadre des réformes de l'université (LMD et surtout de la LRU qui crée des universités autonomes), il y a professionnalisation des études et en particulier des masters. De plus chaque université sera libre de définir le contenu de ses propres masters.

La mastérisation des concours conduit à la mort du CAPES et de l'Agrégation et du statut lié à ces deux corps de fonctionnaires. Elle ouvre la voie à des concours régionaux (les masters étant différents selon les universités, on voit mal comment pourraient être maintenus des concours nationaux). Elle ouvre aussi la voie au recrutement sans concours, au niveau master et sur contrat précaire.

Dans cette situation, la défense des garanties statutaires implique :

- le retrait de la réforme de mastérisation des concours : ce projet n'est ni amendable ni négociable
- la défense du CAPES et de l'Agrégation ; le rétablissement de tous les postes supprimés
- l'abrogation de la loi d'autonomie des universités, la LRU »

La direction du SNES a appelé à voter contre ces amendements.

Action

Les mobilisations de la jeunesse, l'importante mobilisation des salariés du public et du privé du 29 janvier, les mobilisations actuelles (à la Guadeloupe, en Martinique ; celle des personnels et des étudiants à l'université) attestent de la volonté de combattre contre Sarkozy et sa politique de casse de tous les acquis.

Aujourd'hui, la fac de Lyon II est bloquée ; étudiants et enseignants préparent la manifestation de demain...

Ces mobilisations posent une question de fond :

- Doit-on se fixer comme objectif de contraindre le gouvernement et Sarkozy, par la « négociation », les journées d'action-pression à changer de politique ? À aménager ses « réformes » ?

- Ou faut-il combattre Sarkozy et son gouvernement afin de lui infliger une défaite politique, sur l'axe de le chasser, afin d'en finir avec cette politique sans attendre 2012 ?

Face à l'offensive globale dont l'objectif est de liquider l'essentiel des acquis arrachés de haute lutte, la première condition du combat efficace, c'est que l'unité se réalise sur des revendications claires, celles définies par les salariés en lutte pour la défense de leurs acquis.

À l'évidence, la stratégie des « journées d'actions » toutes les six ou sept semaines (29 janvier ; 19 mars...), conduit à l'impasse, disloque les capacités de combat. Seule la mobilisation dans l'unité des salariés, de la jeunesse, de leurs organisations (syndicats et partis) peut apporter une réponse positive et ouvrir une issue politique répondant aux intérêts des travailleurs et de la jeunesse.

Le courant FU a présenté la motion suivante :

Ce congrès se tient alors même que se poursuit, à l'Université, une mobilisation exceptionnelle des enseignants-chercheurs et des étudiants.

Face à la mobilisation, Sarkozy, Péresse, comme Darcos manoeuvrent pour préserver leurs réformes (et éviter un retrait qui serait une défaite politique) :

- à l'Université, ils rouvrent la discussion sur le seul projet de décret des enseignants chercheurs (la modularité du service se ferait sur la base du volontariat : le débat autour du travail du dimanche a déjà montré ce qu'il en est de ce type de « volontariat »)

- dans le second degré, la commission Descoings est chargée de reprendre les discussions sur la base des points de convergences (lesquels incluent « l'autonomie des établissements », le « travail autonome des élèves » permettant la suppression d'heures de cours, « la modularité de l'enseignement »...). Dans le même temps, sur la base des expérimentations (autorisées par la loi Fillon), Darcos veut avancer dans la mise en œuvre de la réforme du lycée...

Ces « réformes » font partie d'un tout cohérent qui est en train d'être mis en place « de la maternelle à l'université ». Ces « réformes » ne sont ni négociables ni amendables. La réouverture de « négociations » n'a qu'un objectif : chercher à diviser, à gagner du temps et faire refluer la mobilisation.

On ne peut combattre en défense des intérêts des personnels, en défense des intérêts de la jeunesse scolarisée, des étudiants qu'en créant un rapport de force permettant d'infliger une défaite politique à Sarkozy.

Il faut pour cela des revendications claires.

Le congrès du SNES reprend à son compte le mot d'ordre avancé par la mobilisation des enseignants chercheurs (Coordination nationale du 20/02/2009 tenue avec les syndicats, en particulier le SNESup), mot d'ordre repris par la coordination des étudiants:

« De la maternelle à l'université : retrait des contre-réformes Darcos/Pécresse »

Le congrès se prononce en particulier pour :

- le retrait de la réforme de la « formation » et des concours de recrutement des enseignants du premier et second degré ;
- le retrait de la réforme des lycées ;
- le retrait du projet de décret des enseignants chercheurs (décret d'application de la LRU)
- l'abrogation de la LRU (sans condition ni négociation)
- le rétablissement de l'ensemble des postes supprimés.

Le congrès répond positivement aux demandes des coordinations qui demandent que dès le 5 mars, les enseignants de la maternelle à l'université s'engagent dans la bataille pour le « retrait des contre-réformes Darcos/Pécresse ».

La direction du syndicat a décidé de mettre cette motion en opposition à son propre texte.

Guadeloupe

Motion FU

À cette heure, la grève générale n'est terminée ni en Guadeloupe, ni en Martinique.

Le gouvernement Sarkozy a envoyé d'importants renforts de police et d'armée aux Antilles.

Outre notre soutien aux revendications défendues par le LKP et le Collectif du 5 février, nous demandons le retrait immédiat des forces armées envoyées aux Antilles.

Nous ne pouvons oublier les massacres de 1967, ni le silence organisé depuis sur ces massacres.

Malgré la direction académique qui a expliqué que « des gens » demandaient la « sécurité » en Guadeloupe et en Martinique, ce texte a recueilli 20 voix pour (31 contre; 5 abstentions).

